

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

19 août 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal du
21 décembre 1967 portant règlement
général du régime de pension de retraite et
de survie des travailleurs salariés, visant à
supprimer la compression des années
de prestations des travailleurs à temps
partiel afin de favoriser l'accès
aux droits sociaux**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **0119/ (S.E. 2019):**

- 001: Proposition de loi de Mme Thémont et consorts.
002: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

19 augustus 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit
van 21 december 1967 tot vaststelling
van het algemeen reglement betreffende
het rust- en overlevingspensioen voor
werknemers, teneinde de samendrukking van
de door deeltijdwerkers gepresteerde jaren
af te schaffen en aldus de sociale rechten
toegankelijker te maken**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **0119/ (B.Z. 2019):**

- 001: Wetsvoorstel van mevrouw Thémont c.s.
002: Advies van de Raad van State.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Avis relatif aux propositions de loi DOC 55 0119/001 et DOC 55 1432/001 concernant le régime de pension de retraite et de survie des travailleurs à temps partiel

1. Demande d'avis

Par lettre du 26 février 2021, la présidente de la Chambre des représentants a, conformément à l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre, demandé à la Cour des comptes de procéder à une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution de recettes qu'entraînerait l'adoption des propositions de loi suivantes :

- la proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés¹, visant à supprimer la compression des années de prestations des travailleurs à temps partiel afin de favoriser l'accès aux droits sociaux, déposée par M. Marc Goblet et consorts (DOC 55 0119/001) ;
- la proposition de loi interprétative de l'article 34, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, déposée par Mme Anja Vanrobaeys et consorts (DOC 55 1432/001).

2. Contexte

Proposition de loi visant à supprimer la compression des années de prestations des travailleurs à temps partiel qui ne bénéficient pas de l'allocation de garantie de revenus (DOC 55 0119/001)

Le travailleur à temps partiel avec maintien des droits est un travailleur qui recherche un emploi à temps plein et a accepté un emploi à temps partiel afin d'éviter le chômage. Il conserve ainsi ses droits en tant que chômeur complet. S'il perd son emploi à temps partiel, il a encore droit par la suite à des allocations de chômage complètes². Ce travailleur à temps partiel avec maintien des droits peut éventuellement bénéficier d'une allocation de chômage complémentaire de l'Office national de l'emploi (Onem) en plus de son salaire à temps partiel, à savoir l'allocation de garantie de revenus (AGR)³.

Le calcul de la pension d'un travailleur à temps partiel avec maintien des droits et bénéficiant d'une AGR diffère de celui d'un travailleur à temps partiel avec maintien des droits, mais ne

¹ Ci-après : « l'arrêté royal du 21 décembre 1967 ».

² Article 29, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

³ Article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.



AVIS RELATIF AUX PROPOSITIONS DE LOI JOINTES CONCERNANT LE RÉGIME DE PENSION DE RETRAITE ET DE
SURVIE DES TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL

(DOC 55 0119/001 ET DOC 55 1432/001) / 2

bénéficiant pas d'une AGR⁴. La proposition de loi vise à supprimer la différence actuelle de calcul de la pension entre les deux statuts⁵.

Pour le calcul de la pension, une année de carrière complète est déterminée sur la base des jours travaillés (jours de travail) et/ou des jours non travaillés, mais assimilés, exprimés en jours équivalents temps plein (ETP) ou jours complets. Le nombre maximum d'ETP est de 312 (jours de travail et/ou jours assimilés)⁶. En ce qui concerne les travailleurs à temps partiel, le nombre de jours travaillés et assimilés avec maintien des droits est « compressé » en jours ETP au prorata de leurs prestations à temps partiel⁷. Par exemple, un travailleur à temps partiel ayant travaillé à mi-temps pendant un an (19 heures sur une semaine de 38 heures à temps plein) bénéficie de 156 jours ETP ou jours travaillés à temps plein⁸.

Certains jours non travaillés, tels que les jours non travaillés avec maintien des droits, peuvent être assimilés à des jours de travail selon le statut du travailleur à temps partiel.

Hormis pour les travailleurs bénéficiant de l'AGR, l'arrêté royal du 21 décembre 1967 limite toutefois l'assimilation de ces périodes avec maintien des droits ou non travaillées à maximum 1.560 jours ou 5 ans au total (312 x 5)⁹. Si les périodes non travaillées avec maintien des droits excèdent 1.560 jours, elles ne sont pas prises en compte pour la pension sauf si le travailleur concerné a plus de 50 ans. Pour les travailleurs de plus de 50 ans, la période de travail à temps partiel avec maintien des droits après 1999 est toujours prise en considération¹⁰.

La différence d'assimilation de ces périodes avec maintien des droits donne lieu à un calcul de la pension moins favorable aux travailleurs ne bénéficiant pas de l'AGR.

⁴ Les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits ne reçoivent pas d'AGR s'ils perçoivent une rémunération trop élevée au cours du mois concerné.

⁵ La proposition de loi vise à abroger les termes « *qui bénéficient de l'allocation de garantie de revenus, et* » du point a), ainsi que le point b), de l'article 34, § 2, 6., de sorte à instaurer pour les deux catégories une assimilation des périodes non travaillées avec maintien des droits.

⁶ Afin de comparer le travail à temps partiel avec un emploi à temps plein, on examine depuis 1992 le « travailleur de référence », plus précisément le nombre d'heures théoriques prestées par semaine par un travailleur à temps plein ou le régime par semaine d'un travailleur de référence à temps plein. Le nombre d'heures de travail est déterminé sur la base des heures prestées par rapport au travailleur de référence à temps plein. Le nombre d'heures prestées par un travailleur à temps plein sous un régime de 38 heures par semaine sera ainsi de 1.976 heures sur une base annuelle (soit 38 heures * 52 semaines). Il s'agit de la valeur de référence théorique d'un travailleur de référence ; voir Commission de réforme des pensions 2020-2040, *Un contrat social performant et fiable*, Annexe 3.3, p. 6.

⁷ Avant 1990, le travail à temps partiel était comptabilisé tantôt en nombre de jours de travail complets tantôt en demi-jours de travail. La compression a été instaurée pour faire en sorte qu'un travailleur qui, par exemple, travaille à mi-temps pendant une année soit traité de la même façon, qu'il ait presté des jours complets (312/2 = 156 jours ETP) ou des demi-jours dans le cadre de son mi-temps pendant ladite année.

⁸ Le travailleur à temps partiel a dès lors presté : 19 heures x 52 semaines = (988 heures/1.976 heures) x 312 = 156 jours.

⁹ Articles 34, § 2, 6., a) et b), de l'arrêté royal du 21 décembre 1967.

¹⁰ Voir <https://www.sfpd.fgov.be/fr/carriere/annees/periodes-dinactivite>.

À titre d'illustration :*Travailleurs bénéficiant de l'AGR*

Si un travailleur à temps partiel bénéficiant de l'AGR dispose, par exemple, de 250 jours travaillés²¹ et de 260 jours assimilés pendant une année civile sous un régime de 38 heures par semaine et qu'il a presté au total 1.317 heures au cours d'une année dans le secteur de référence, le nombre de périodes avec maintien des droits assimilées est limité et la compression est réalisée comme suit :

Le nombre d'heures compressées est calculé selon le ratio suivant : travail à temps partiel (1.317 heures)/travail à temps plein (1.976 heures = régime de 38 heures x 52 semaines) :

- Le nombre d'heures travaillées est compressé comme suit : $(312 \times 1.317 \text{ heures}) / 1.976 \text{ heures} = 208 \text{ jours}$.
- Le nombre de jours assimilés est compressé comme suit : $(260 \times 1.317 \text{ heures}) / 1.976 = 173 \text{ jours}$. Ces 173 jours sont ensuite de nouveau réduits à 104 jours, car la limite annuelle maximum de 312 jours ne peut pas être dépassée (208 jours travaillés + 104 jours assimilés = 312).

Le nombre de jours travaillés et assimilés (208 jours travaillés et 104 jours assimilés = limite annuelle maximum de 312 jours) peut être assimilé sans limite au cours des années suivantes et est pris en compte dans le calcul de la pension.

Travailleurs ne bénéficiant pas de l'AGR

Le travailleur à temps partiel avec maintien des droits, mais ne bénéficiant pas de l'AGR, reçoit son salaire, mais pas l'allocation de l'Onem. Le nombre de jours assimilés ou de périodes avec maintien des droits est limité à 1.560 jours au total pour le calcul de la pension.

Si le travailleur à temps partiel ne bénéficiant pas de l'AGR dispose, par exemple, de 250 jours travaillés et de 260 jours assimilés à partir du 1^{er} janvier 1999 et qu'il a travaillé 1.317 heures durant cette même année dans le secteur de référence, les périodes avec maintien des droits ne peuvent pas être assimilées complètement.

La compression est alors calculée comme suit :

- Le nombre de jours travaillés compressés s'élève à : $(312 \times 1.317) / 1.976 = 208 \text{ jours complets}$.
- Seuls 104 jours par an peuvent être assimilés à partir de 1999.

²¹ Le nombre de jours travaillés par la personne concernée est mentionné dans le calcul de la pension individuelle. Selon l'horaire appliqué dans le cadre du travail à temps partiel, il peut s'agir, pour chaque jour travaillé, d'un nombre d'heures, d'un demi-jour de travail ou d'un jour complet. La période d'inactivité se compose, par exemple, de périodes non travaillées avec maintien des droits et/ou de maladie. Un même jour peut donc être considéré à la fois comme un jour travaillé et un jour assimilé.



AVIS RELATIF AUX PROPOSITIONS DE LOI JOINTES CONCERNANT LE RÉGIME DE PENSION DE RETRAITE ET DE SURVIE DES TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL

(DOC 55 0119/001 ET DOC 55 1432/001) / 4

- Le crédit de 1.560 jours est réparti sur les 15 années suivantes jusqu'à ce que le maximum soit atteint = 15 ans x 104 jours assimilés par an = 1.560 jours.
- En 2015, l'assimilation n'est plus possible, car le maximum a été atteint en 2014.

Pour les travailleurs ne bénéficiant pas de l'AGR, les périodes d'inactivité comptent pour 5 ans, exprimés en jours complets, d'assimilation au cours de la carrière. Si les personnes en question continuent par la suite à travailler sous ce statut, il n'y aura plus d'assimilation lors du calcul de la pension.

Les auteurs de la proposition de loi estiment que la différence de traitement des travailleurs à temps partiel se trouvant dans des situations analogues est contraire au principe d'égalité et qu'il n'existe aucune raison objective de ne pas appliquer le principe général du *prorata temporis* au calcul de la durée de la carrière¹².

Vu que les femmes travaillent plus souvent à temps partiel que les hommes et que leur carrière comporte en général proportionnellement plus de périodes non travaillées, la compression (limitée) des années prestées lors du calcul de la durée de carrière nuit principalement aux femmes. Ces dernières doivent dès lors travailler plus longtemps pour être éligibles à la pension (anticipée).

Selon l'avis du Conseil d'État, la proposition de loi n'est pas claire en ce qui concerne les points suivants¹³ :

- Les auteurs de la proposition de loi ne justifient pas suffisamment l'égalité de traitement visée entre les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient d'une AGR et ceux qui n'en bénéficient pas. Cette justification n'est pas mentionnée dans les développements de la proposition de loi et est pourtant nécessaire.
- Les auteurs de la proposition de loi doivent déterminer si ce système vaut uniquement pour l'avenir ou s'applique également au passé.

La gestion de l'ensemble des données de carrière relève de la compétence du Service fédéral des pensions (SFP). Le calcul complexe des hypothèses potentielles concernant le nombre de bénéficiaires d'une pension à venir sous le statut de travailleurs à temps partiel, bénéficiant de l'AGR ou non, pour le futur et/ou avec effet rétroactif, ne peut être réalisé qu'en interrogeant la base de données relative à la carrière auprès du SFP et éventuellement de l'Onem.

¹² Le montant maximum de la pension est calculé sur la base d'une carrière complète de 45 ans (ou 14.040 jours travaillés, assimilés ou régularisés). Si la carrière est incomplète, ce montant est calculé en fonction des prestations de travail effectuées. Le principe général du *prorata temporis* est prévu par la convention collective de travail n° 35 du 27 février 1981, modifiée par la convention collective de travail n° 35bis du 9 février 2000, ainsi que par le droit européen.

¹³ Doc. parl., Chambre, 7 avril 2021, DOC 55 0119/002, Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, visant à supprimer la compression des années de prestations des travailleurs à temps partiel afin de favoriser l'accès aux droits sociaux, avis du Conseil d'État n° 68.922/1 du 30 mars 2021, p. 5-7.



En outre, les paramètres nécessaires à une estimation fiable sont si complexes que le SFP doit lui-même demander un certain nombre de données à la Banque-carrefour de la sécurité sociale (BCSS). En 2013, la Commission de réforme des pensions 2020-2040 a réalisé une estimation de l'incidence du travail à temps partiel sur la constitution des droits à la pension pour quatre statuts de travail à temps partiel donnant droit à l'époque à l'assimilation des périodes non travaillées, parmi lesquels les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits¹⁴. Une estimation de l'importance des différents statuts et groupes n'a pu être réalisée que sur la base des données (administratives) 2010 du *Datawarehouse* marché du travail et protection sociale (DWH MT&PS) de la BCSS, de l'Onem et du modèle de microsimulation Mimosi du SPF Sécurité sociale (2009)¹⁵.

La Cour des comptes ne dispose pas de données utilisables pour pouvoir estimer les dépenses nouvelles ou la diminution de recettes qu'entraîneraient les propositions de loi déposées, et n'a pas d'accès direct aux bases de données et modèles qui permettent de générer ces données.

Proposition de loi interprétative (DOC 55 1432/001)

La loi de redressement contenant des dispositions sociales du 22 janvier 1985 a instauré un régime d'interruption complète de la carrière professionnelle à compter du 1^{er} janvier 1985. Dès le 1^{er} mars 1996, le législateur a élargi l'assimilation des périodes d'interruption de la carrière professionnelle aux travailleurs à temps plein qui ont réduit partiellement leurs prestations de travail d'un cinquième, d'un quart ou d'un tiers et qui étaient en droit de bénéficier d'allocations d'interruption de carrière (interruption partielle de la carrière professionnelle).

La proposition de loi interprétative vise à corriger l'interprétation supposée erronée de la réglementation par le SFP concernant l'assimilation des périodes d'interruption *partielle* (*rémunérée*) de la carrière professionnelle situées avant 1996, en application de l'article 34, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967. En effet, le Service de médiation pour les pensions estime que le SFP n'applique pas correctement les dispositions légales qui règlent l'assimilation des périodes non travaillées à des jours de travail dans le cadre d'une interruption partielle de la carrière professionnelle. La discussion porte sur les dispositions légales applicables lors du calcul de la pension en cas d'interruption partielle de la carrière professionnelle, selon la période durant laquelle cette interruption a été rémunérée.

Le Service de médiation pour les pensions¹⁶ a notamment examiné une plainte pour refus d'assimilation à des jours de travail par le SFP de périodes non travaillées dans le cadre d'une interruption partielle de la carrière professionnelle prise *avant* 1996, en l'occurrence de 1987 à 1992 inclus, car le travailleur concerné avait moins de 50 ans au moment de l'octroi. Selon le SFP, l'article 34, § 1^{er}, O., de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 prévoit que les périodes

¹⁴ Commission de réforme des pensions 2020-2040, *Un contrat social performant et fiable*, annexe 2.1, 2014, p. 24-26, <https://www.conseilacademiquepensions.be/docs/fr/062014-annexe-2-1.pdf>.

¹⁵ Les chiffres de la DWH MT&PS portent sur les travailleurs salariés actifs au 31 décembre 2010 sous le statut en question, dans les secteurs privé et public. Les chiffres de Mimosi_2009 concernent le nombre de jours assimilés et travaillés dans le statut en question pour l'année d'observation 2001 dans le régime des travailleurs salariés.

¹⁶ Service de médiation pour les pensions, *Rapport annuel 2018*, Bruxelles, 2019, p. 46-52, https://www.mediateurpensions.be/docs/reports/2018/2018%20deel_2_FR.pdf; article 3, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, de l'arrêté royal du 27 février 2013.



AVIS RELATIF AUX PROPOSITIONS DE LOI JOINTES CONCERNANT LE RÉGIME DE PENSION DE RETRAITE ET DE SURVIE DES TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL

(DOC 55 0119/001 ET DOC 55 1432/001) / 6

d'inactivité dans le cadre d'une interruption partielle de la carrière professionnelle à partir de 1996 peuvent être assimilées à des jours de travail, seulement si le demandeur a atteint l'âge de 50 ans au moment de l'octroi.

En revanche, selon le Service de médiation pour les pensions, les périodes d'inactivité situées *avant 1996* doivent en l'occurrence bel et bien être prises en compte, car l'interprétation et l'application de la loi par le SFP sont erronées. En vertu de l'article 34, § 1^{er}, N., alinéa 6, de l'arrêté précité¹⁷, les périodes d'inactivité dans le cadre d'une interruption partielle de la carrière professionnelle prise *avant 1996* pourraient être assimilées à des jours de travail quel que soit l'âge du demandeur à ce moment. Il s'appuie notamment sur l'arrêté royal du 27 février 2013 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967¹⁸ et le rapport au Roi pour affirmer qu'une interruption partielle de la carrière professionnelle prise *avant le 1^{er} janvier 2012* peut bel et bien être assimilée à des jours de travail pour la détermination des droits à la pension, sans poser une condition d'âge¹⁹ et ²⁰.

Selon le SFP, l'arrêté royal du 27 février 2013 précité ne contredit toutefois pas la position de l'administration. En effet, il indique que l'objectif du législateur était de confirmer les règles antérieures qui établissent une distinction entre les périodes d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle pour les personnes de moins de 50 ans avant 1996 et à partir de 1996²¹. Cette distinction pour le calcul de la pension résulte d'une modification de l'article 34, § 1^{er}, N., de l'arrêté royal du 21 décembre 1967, conformément à l'arrêté royal du 21 mars 1997. En effet, le SFP précise que cet arrêté royal du 21 mars 1997 prévoyait que seules les périodes de réduction partielle du temps de travail situées après 1996 pouvaient être assimilées à des périodes de travail pour la détermination des droits à la pension²².

¹⁷ Article 34, § 1^{er}, N., alinéa 6, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 : les *périodes d'interruption partielle de la carrière professionnelle situées avant le 1^{er} janvier 2012* sont réparties sur plusieurs années, au prorata de la durée de l'interruption de la carrière par rapport à une interruption de carrière complète.

¹⁸ Arrêté royal du 27 février 2013 portant exécution de l'article 122 de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses et modifiant diverses dispositions en matière de périodes assimilées.

¹⁹ Selon le rapport au Roi de l'arrêté royal du 27 février 2013 : « Les points 4^o et 5^o, alinéa 1^{er} de l'article 3 confirment que dans la réglementation antérieure à la présente réforme, en cas de réduction des prestations (de moitié, d'un quart, d'un cinquième, etc.), ces limitations étaient réparties sur plusieurs années, au prorata de la durée de l'interruption de carrière par rapport à une interruption de carrière complète. Ainsi, une interruption de carrière à concurrence de 50 % pouvait être accordée pendant 2 ans. »

²⁰ Pour de plus amples explications concernant l'argumentation et la réplique, voir Service de médiation pour les pensions, *Rapport annuel 2018*, Bruxelles, 2019, p. 46-52, https://www.mediateurpensions.be/docs/reports/2018/2018%20deel_2_FR.pdf.

²¹ Les points N. et O. (uniquement à partir de 50 ans) de l'article 34, § 1^{er}, ont été initialement insérés par l'arrêté royal du 21 mars 1985. L'article 34, § 1^{er}, N., de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 a été modifié par l'arrêté royal du 21 mars 1997 (avec prise d'effet au 1^{er} juillet 1997) : « En cas d'interruption de la carrière professionnelle conformément à l'arrêté royal du 14 mars 1996 [avec prise d'effet au 1^{er} mars 1996], les périodes visées aux alinéas précédents sont réparties sur plusieurs années civiles, et ce proportionnellement à la durée de l'interruption de la carrière par rapport à une interruption totale. »

²² Articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 21 mars 1997 portant exécution des articles 4, § 2, alinéa 2, 7, § 1^{er}, alinéas 10 et 11, et 8, § 7, alinéa 4, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et apportant modification de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ; ces deux articles ajoutent et/ou remplacent le contenu de l'article 34, § 1^{er}, N. et O., et § 2, 4., de l'arrêté royal du 21 décembre 1967.



AVIS RELATIF AUX PROPOSITIONS DE LOI JOINTES CONCERNANT LE RÉGIME DE PENSION DE RETRAITE ET DE SURVIE DES TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL

(DOC 55 0119/001 ET DOC 55 1432/001) / 7

Par ailleurs, la Cour des comptes souligne que le Conseil d'État indique dans son avis que la proposition de loi ne peut pas être adoptée, car le législateur n'est pas compétent pour se prononcer sur l'interprétation authentique des arrêtés royaux pris par le Roi. L'objectif de la proposition de loi ne peut être atteint que pour autant qu'une disposition modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 avec effet rétroactif soit adoptée²³.

La question a de nouveau été soulevée lors de la réunion de la commission parlementaire des Pensions du 2 juin 2021. La ministre des Pensions y a déclaré que le SFP maintient la position communiquée dans le rapport annuel 2018 du Service de médiation pour les pensions et que l'assimilation des périodes d'interruption partielle de la carrière professionnelle pour les personnes de moins de 50 ans, au cours de la période antérieure à 1996, n'est pas possible d'un point de vue juridique, comme cela ressort également de la jurisprudence existante. La ministre a chargé le SFP de réaliser une analyse budgétaire et juridique qui sera transmise à la commission parlementaire²⁴.

3. Conclusion

En raison de l'absence des données nécessaires auprès du SFP, la Cour des comptes n'est pas en mesure d'estimer les dépenses nouvelles qui résulteraient de l'adoption des propositions de loi 55 0119/001 et 55 1432/001. Fin mai 2021, le SFP a informé la Cour que, dans le cadre de la réforme des pensions, la priorité est actuellement accordée aux missions confiées par sa ministre de tutelle, notamment l'analyse de la proposition de loi interprétative 55 1432/001. À la demande de la ministre, le SFP informera dès lors la Chambre de sa position concernant la proposition de loi 55 1432/001 (voir le point 2 ci-avant : proposition de loi interprétative : réalisation d'une analyse budgétaire et juridique à la demande de la ministre des Pensions).

²³ Doc. parl. Chambre, 7 avril 2020, DOC. 55 1432/002, Proposition de loi interprétative de l'article 34, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, avis du Conseil d'État n° 68924/1 du 30 mars 2021, p. 5 et 6.

²⁴ Questions et réponses, Chambre, 2 juin 2021, QRVA 55 498, question n° 19 de Mme Anja Vanrobaeys du 2 juin 2021 (N.) à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, p. 21-22, www.lachambre.be.



Advies bij de wetsvoorstellen DOC 55 0119/001 en DOC 55 1432/001 m.b.t. het rust- en overlevingspensioen voor deeltijdse werknemers

1. Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft aan het Rekenhof met een brief van 26 februari 2021 gevraagd om, overeenkomstig artikel 79 eerste lid van het Reglement van de Kamer, de nieuwe uitgaven of minderontvangsten te ramen die de goedkeuring van onderstaande wetsvoorstellen als gevolg zou hebben:

- het wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers¹, teneinde de samendrukking van de door deeltijdwerkers gepresteerde jaren af te schaffen en aldus de sociale rechten toegankelijker te maken, ingediend door de heer Marc Goblet c.s. (DOC 55 0119/001);
- het voorstel van interpretatieve wet van artikel 34, § 1, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, ingediend door mevrouw Anja Vanrobaeys c.s. (DOC 55 1432/001).

2. Situering

Wetsvoorstel afschaffing van de samendrukking van de door de deeltijdwerkers gepresteerde jaren zonder inkomensgarantie-uitkering -ZIGU (DOC 55 0119/001)

De deeltijdse werknemer met behoud van rechten is een werknemer die op zoek is naar een voltijdse job, en een deeltijdse job aanvaardde om aan de werkloosheid te ontsnappen. Hierdoor blijft hij zijn rechten behouden als volledige werkloze. Als hij zijn deeltijdse job verliest, heeft hij nadien nog recht op volledige werkloosheidsuitkeringen². Deze deeltijdse werknemer met behoud van rechten kan eventueel genieten van een bijkomende werkloosheidsuitkering van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA) bovenop zijn deeltijds loon, d.i. de inkomensgarantie-uitkering (IGU)³.

De pensioenberekening van een deeltijdse werknemer met behoud van rechten en met IGU (MIGU) verschilt van de berekening bij de deeltijdse werknemer met behoud van rechten maar zonder IGU (ZIGU)⁴. Het wetsvoorstel wil het huidige verschil in die pensioenberekening tussen beide statuten wegwerken⁵.

¹ Hierna kort vermeld als het koninklijk besluit van 21 december 1967.

² Artikel 29, § 2, eerste lid van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering.

³ Artikel 131 bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

⁴ Deeltijdse werknemers met behoud van rechten krijgen geen IGU als ze te veel verdienen in de betrokken maand.

⁵ Het wetsvoorstel wil in artikel 34 §2, 6, a de woorden "die de inkomensgarantie-uitkering genieten en" alsook b opheffen, zodat voor beide categorieën er een gelijkstelling is van de niet-gewerkte periodes van behoud van rechten.



Bij de pensioenberekening wordt een volledig loopbaanjaar berekend op basis van de gewerkte dagen (arbeidsdagen) en/of de gelijkgestelde niet-gewerkte dagen uitgedrukt in voltijdsedagequivalenten (VTQ's) of volledige dagen. Het maximum aan voltijdsequivalenten betreft 312 (arbeidsdagen en/of gelijkgestelde dagen)⁶. Bij deeltijdse werknemers wordt het aantal gewerkte en gelijkgestelde dagen van behoud van rechten *samengedrukt* tot voltijdse dagequivalenten in verhouding tot hun deeltijdse arbeidsprestaties⁷. Een deeltijdse werknemer die bijvoorbeeld halftijds werkte tijdens een jaar (bv. 19 uren in een voltijdse werkweek van 38 u) heeft 156 voltijdsequivalenten of voltijds gewerkte dagen⁸.

Bepaalde niet-gewerkte dagen zoals de niet-gewerkte dagen met behoud van rechten kunnen naargelang het statuut van de deeltijdse werknemer worden gelijkgesteld met arbeidsdagen.

In tegenstelling tot de MIGU's, beperkt het koninklijk besluit van 21 december 1967 evenwel de gelijkstelling van die periodes van behoud van rechten of niet-gewerkte periodes bij ZIGU's tot maximum 1560 dagen of 5 jaren in totaal (312 x 5)⁹. Indien de niet-gewerkte periodes van behoud van rechten meer dan 1560 dagen bedragen, tellen deze niet mee voor het pensioen behalve indien betrokkene ouder is dan 50 jaar. Bij een betrokkene die ouder is dan 50 jaar telt de periode van deeltijds werk met behoud van rechten na 1999 wel mee¹⁰.

Het verschil in de gelijkstelling van die periodes van behoud van recht leidt tot een mindere gunstige pensioenberekening voor de ZIGU's.

Ter illustratie:

MIGU

Als een deeltijdse werknemer MIGU bijvoorbeeld volgens een regime van 38 uren in een kalenderjaar 250 gewerkte dagen¹¹ en 260 gelijkgestelde dagen heeft en in totaal 1317 uren in een jaar werkte in de refertesector, wordt *het aantal gelijkgestelde periodes van behoud van rechten beperkt* en gebeurt de samendrukking als volgt:

⁶ Om de deeltijdse arbeid te vergelijken met een voltijdse tewerkstelling, wordt sinds 1992 gekeken naar de "maatman", meer bepaald het theoretisch aantal uren dat een voltijdse werknemer per week zou presteren of het regime per week van een voltijdse maatman. Het aantal uren arbeidsuren wordt vastgesteld aan de hand van de gepresteerde uren in verhouding tot de voltijdse maatman. Zo zal het aantal uren van een voltijdse werknemer met een regime van 38 uren per week op jaarbasis 1976 u bedragen (nl. 38 uren * 52 weken). Dit vormt de theoretische referentiewaarde van de maatman; zie Commissie Pensioenhervorming 2020-2040, *Een sterk en betrouwbaar sociaal contract*, Bijlage 3-3, p. 6.

⁷ Vóór 1990 registreerde men deeltijds werk soms in aantal volledige maar ook in halve arbeidsdagen. De samendrukking werd ingevoerd omdat bijvoorbeeld een werknemer die een jaar halftijds werkt, op dezelfde wijze moet worden behandeld ongeacht of hij dat jaar in volle (312/2= 156 VTQ's) of halve dagen halftijds werkt.

⁸ De deeltijdse werknemer werkte dan : 19 u x 52 weken = (988 u /1976 u) x 312 = 156 dagen

⁹ Artikelen 34, § 2, 6), a en b van het koninklijk besluit van 21 december 1967.

¹⁰ Zie www.sfpd.fgov.be/nl/loopbaan/jaren/niet-gewerkte-perioden.

¹¹ Op de individuele pensioenrekening wordt het aantal dagen vermeld dat betrokkene gewerkt heeft. Volgens het toepasselijk uurrooster bij deeltijdse tewerkstelling kan dit per gewerkte dag een aantal uren, een halve of een volledige arbeidsdag zijn. De periode van inactiviteit bestaat bijvoorbeeld uit niet-gewerkte periodes van behoud van rechten en/of ziekte. Eenzelfde dag kan dus zowel als een gewerkte dag en als een gelijkgestelde dag in rekening genomen worden.



ADVIES BIJ DE SAMENGEVOEGDE WETSVORSTELLEN BETREFFENDE RUST- EN OVERLEVINGSPENSIOEN
VOOR DEELTIJDSE WERKNEMERS (DOC 55 0119/001 EN DOC 55 1432/001) / 3

Het aantal samengedrukte uren wordt berekend in functie tot de verhouding van de deeltijdse arbeid (1317 u) met een voltijdse arbeid (1976 u = 38 u per regime x 52 weken):

- Het aantal gewerkte uren wordt samengedrukt als volgt: $(312 \times 1317 \text{ u}) : 1976 \text{ u} = 208$ dagen
- Het aantal gelijkgestelde dagen wordt samengedrukt als volgt: $(260 \times 1317 \text{ u}) : 1976 = 173$ dagen. Deze 173 dagen worden vervolgens verder beperkt tot 104 dagen omdat de maximumjaarlímiet van 312 dagen niet mag worden overschreden (208 gewerkte dagen + 104 gelijkgestelde dagen = 312).

Het aantal gewerkte en gelijkgestelde dagen (208 gewerkte dagen en 104 gelijkgestelde dagen = maximumjaarlímiet 312 dagen) kan in de daaropvolgende jaren zonder beperking worden gelijkgesteld en telt mee voor de pensioenberekening.

ZIGU

De deeltijdse werknemer met behoud van rechten ZIGU ontvangt zijn loon en geen uitkering van de RVA. Het aantal gelijkgestelde dagen of periodes van behoud van rechten wordt beperkt tot 1560 dagen in totaal voor de berekening van het pensioen.

Als de deeltijdse werknemer ZIGU bijvoorbeeld vanaf 1 januari 1999 250 gewerkte dagen en 260 gelijkgestelde dagen heeft en dat jaar 1317 uren werkte in de refertesector, kunnen de periodes van behoud van rechten niet volledig worden gelijkgesteld.

De samendrukking wordt dan als volgt berekend:

- Het aantal samengedrukte gewerkte dagen bedraagt: $(312 \times 1317) : 1976 = 208$ volledige dagen.
- Er kunnen slechts 104 dagen per jaar gelijkgesteld worden vanaf 1999.
- Het krediet van 1560 dagen wordt verdeeld in de daaropvolgende 15 jaren totdat het maximum bereikt is = 15 jaren x 104 gelijkgestelde dagen per jaar = 1560 dagen.
- In 2015 is de gelijkstelling niet meer mogelijk omdat het maximum in 2014 bereikt werd.

De niet-tewerkstelling bij ZIGU's telt voor 5 jaar uitgedrukt in voltijdse dagen mee als gelijkstelling gedurende de loopbaan. Als de ZIGU daarna nog verder in dit statuut blijft werken, zal er geen gelijkstelling meer zijn bij de berekening van zijn pensioen.

De indieners stellen thans dat de verschillende behandeling van deeltijdse werknemers in analoge situaties ingaat tegen het gelijkheidsbeginsel en er geen enkel objectieve reden is om de berekening van de loopbaanduur niet toe te passen volgens het algemene beginsel *pro rata temporis*¹².

¹² Het maximumpensioenbedrag wordt berekend op een volledige loopbaan van 45 jaren (of 14040 gewerkte, gelijkgestelde of geregulariseerde dagen). Bij een onvolledige loopbaan wordt het berekend in verhouding tot de geleverde arbeidsprestaties. Het algemeen beginsel *pro rata temporis* is voorgeschreven door de collectieve



ADVIES BIJ DE SAMENGEVOEGDE WETSVORSTELLEN BETREFFENDE RUST- EN OVERLEVINGSPENSIOEN
VOOR DEELTIJDSE WERKNEMERS (DOC 55 0119/001 EN DOC 55 1432/001) / 4

Aangezien meer vrouwen dan mannen deeltijds werken en doorgaans in verhouding meer niet-gewerkte periodes in hun loopbaan hebben, ondervinden vooral vrouwen nadeel door de (gelimiteerde) samendrukking van de gepresteerde jaren bij de berekening van hun loopbaanduur. Finaal moeten vrouwen hierdoor langer werken om in aanmerking te kunnen komen voor een (vervroegd) pensioen.

Volgens het advies van de Raad van State is er in het wetsvoorstel geen duidelijkheid over het volgende¹³:

- De indieners geven geen afdoende verantwoording voor de voorgestelde gelijke behandeling van deeltijdse werknemers met behoud van rechten, ongeacht of zij al dan niet een inkomensgarantie-uitkering genieten. Deze verantwoording wordt niet gegeven in de toelichting bij het wetsvoorstel en is wel noodzakelijk.
- De indieners moeten overwegen of die regeling enkel geldt voor de toekomst of ook voor het verleden.

Het beheer van alle loopbaangegevens behoort tot de bevoegdheid van de Federale Pensioendienst (FPD). De complexe berekening van mogelijke hypothesen wat betreft het aantal toekomstige pensioengerechtigden in het statuut van deeltijdse werknemers, al dan niet met inkomensgarantie-uitkering, en dit voor de toekomst en/of met retroactieve werking, is enkel mogelijk mits bevraging van de loopbaangegevensbank bij de FPD en eventueel de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA).

De parameters die nodig zijn voor een betrouwbare raming zijn bovendien dermate complex dat de FPD zelf een aantal gegevens moet opvragen bij de KSZ. In 2013 maakte de Pensioencommissie 2020 - 2040 een inschatting van de impact van deeltijds werken op de pensioenopbouw bij vier statuten van deeltijds werken die destijds recht gaven op gelijkstelling van niet-gewerkte periodes, waaronder de deeltijdse werknemers met behoud van rechten¹⁴. Een schatting van de omvang van de verschillende statuten en groepen kon enkel worden gemaakt op basis van de (administratieve) gegevens 2010 van het Datawarehouse Arbeidsmarkt en Sociale Bescherming (DWH AM&SB) van de KSZ, van de RVA en van het microsimulatiemodel MIMOSIS van de FOD Sociale Zekerheid (2009)¹⁵.

Het Rekenhof beschikt zelf niet over bruikbare data om de meeruitgaven of minderontvangsten ten gevolge van de ingediende wetsvoorstellen te kunnen ramen, en

arbeidsovereenkomst nr. 35 van 27 februari 1981, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 35bis van 9 februari 2000, en door het Europese recht.

¹³ Parl. St. Kamer, 7 april 2021, DOC 55 0119/002, Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers teneinde de samendrukking van de door deeltijdwerkers gepresteerde jaren af te schaffen en aldus de sociale rechten toegankelijker te maken, Advies van de Raad van State nr. 68.922/1 van 30 maart 2021, p. 5-7.

¹⁴ Commissie Pensioenhervorming 2020-2040, *Een sterk en betrouwbaar sociaal contract*, bijlage 2.1, 2014, p. 24 -26, www.academischeraadpensioenen.be.

¹⁵ De cijfers uit het DWH AM&SB hebben betrekking op loontrekkenden die werken in het betrokken statuut op 31 december 2010, zowel in de private als in de publieke sector. De cijfers van MIMOSIS_2009 betreffen het aantal gelijkgestelde en gewerkte dagen in het betrokken statuut voor het observatiejaar 2001 in het werknemersstelsel.



heeft geen rechtstreekse toegang tot de databanken en modellen die deze data kunnen aanleveren.

Wetsvoorstel met voorstel tot interpretatieve wet (DOC 55 1432/001)

De sociale herstelwet van 22 januari 1985 voerde met ingang van 1 januari 1985 een regeling van volledige loopbaanonderbreking in. Vanaf 1 maart 1996 breidde de wetgever de gelijkstelling van de perioden van loopbaanonderbreking uit tot de voltijdse werknemer die zijn arbeidsprestaties deeltijds verminderde met 1/5, 1/4 en 1/3 en gerechtigd was op onderbrekingsuitkeringen (deeltijdse loopbaanonderbreking).

Het voorstel van interpretatieve wet wenst de vermeende onjuiste interpretatie van de regelgeving door de FPD voor gelijkstelling van periodes van (*vergoede*) *deeltijdse* loopbaanonderbreking *vóór 1996*, overeenkomstig artikel 34 § 1 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 recht te zetten. De Ombudsdienst Pensioenen is immers van oordeel dat de Federale Pensioendienst de toepasselijke wetsbepalingen die de gelijkstelling van de niet-gewerkte periodes met arbeidsdagen bij een gedeeltelijke loopbaanonderbreking regelt, niet correct toepast. De discussie gaat over welke wetsbepalingen van toepassing zijn bij de pensioenberekening in geval van een deeltijdse loopbaanonderbreking, afhankelijk van de periode waarin deze laatste werd vergoed.

De Ombudsdienst Pensioenen¹⁶ onderzocht onder meer een klacht waarbij de FPD weigerde de niet-gewerkte periodes van een deeltijdse loopbaanonderbreking *vóór 1996*, in casu vanaf 1987 tot en met 1992, gelijk te stellen met arbeidsdagen omdat betrokkene op het moment van de toekenning jonger dan 50 jaar was. Volgens de FPD kunnen, overeenkomstig artikel 34, § 1, O van koninklijk besluit van 21 december 1967, enkel de niet-gewerkte periodes van een gedeeltelijke loopbaanonderbreking vanaf 1996 worden gelijkgesteld met arbeidsdagen voor zover de aanvrager 50 jaar was op het moment van de toekenning.

Volgens de ombudsman pensioenen moest daarentegen de gelijkstelling van de niet-gewerkte periodes *vóór 1996 in casu* wel worden toegepast omdat de FPD verkeerdelijk de wet interpreteert en toepast. De niet-gewerkte periodes van een gedeeltelijke loopbaanonderbreking *vóór 1996* zouden overeenkomstig artikel 34, § 1, N, zesde lid van voormeld besluit¹⁷ wel kunnen worden gelijkgesteld met arbeidsdagen zonder dat rekening moet worden gehouden met de leeftijd van de aanvrager op dat moment. Hiervoor steunt hij onder meer op het wijzigingsbesluit van 27 februari 2013 van het koninklijk besluit van 21 december 1967¹⁸ en het verslag van de Koning om te stellen dat een gedeeltelijke loopbaanonderbreking *vóór 1 januari 2012* wel degelijk kan worden gelijkgesteld met

¹⁶ Ombudsdienst Pensioenen, *Jaarlijks verslag 2018*, Brussel, 2019, p. 45-52, [www.ombudsmanpensioenen.be/artikel 3, punt 4 en 5, van het eerste lid van het koninklijk besluit van 27 februari 2013](http://www.ombudsmanpensioenen.be/artikel_3_punt_4_en_5_van_het_eerste_lid_van_het_koninklijk_besluit_van_27_februari_2013).

¹⁷ Artikel 34, § 1, N, zesde lid van het koninklijk besluit van 21 december 1967: De *periodes van gedeeltelijke loopbaanonderbreking vóór 1 januari 2012* worden gespreid over verschillende jaren en dit in verhouding tot de duur van de loopbaanonderbreking, in vergelijking met een volledige loopbaanonderbreking.

¹⁸ Koninklijk besluit van 27 februari 2013 tot uitvoering van artikel 122 van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen en tot wijzigingen van diverse bepalingen betreffende de gelijkgestelde periodes.



arbeidsdagen voor de bepaling van de pensioenrechten, zonder dat een leeftijdsvoorwaarde wordt gesteld^{19, 20}.

Volgens de FPD doet laatstgenoemd wijzigingsbesluit van 27 februari 2013 evenwel geen afbreuk aan het standpunt van de administratie. Dit koninklijk besluit wijst er namelijk op dat het de bedoeling was van de wetgever om “de eerdere regels, die het onderscheid maken tussen periodes van een halftijdse loopbaanonderbreking voor personen jonger dan 50 jaar vóór 1996 of vanaf 1996 te bevestigen”²¹. Dit onderscheid in pensioenberekening vloeit voort uit een aanpassing aan artikel 34 § 1, N van het koninklijk besluit van 21 december 1967 overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 maart 1997. De FPD stelt immers dat dit koninklijk besluit van 21 maart 1997 enkel de periodes van deeltijdse verminderingen gelegen na 1996 gelijkstelde met arbeidsperiodes voor de bepaling van de pensioenrechten²².

Het Rekenhof wijst er ook op dat de Raad van State in zijn advies stelt dat het wetsvoorstel niet kan worden aangenomen omdat de wetgever niet bevoegd is om zich uit te spreken over de authentieke interpretatie van de door de Koning genomen koninklijke besluiten. Het doel van het wetsvoorstel kan enkel worden bereikt voor zover een bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 met retroactieve werking in de tijd wordt aangenomen²³.

De problematiek werd nogmaals aangekaart in de zitting van de Parlementaire Commissie voor Pensioenen van 2 juni 2021. De minister van Pensioenen stelde daar dat de FPD bij zijn standpunt blijft zoals meegedeeld in het jaarverslag 2018 van de Ombudsdienst Pensioenen en dat de gelijkstelling van de periodes van gedeeltelijke loopbaanonderbreking voor personen jonger dan 50 jaar, in de periode vóór 1996, juridisch niet mogelijk is, zoals ook uit

¹⁹ Het verslag van de Koning van het koninklijk besluit van 27 februari 2013 stelt dat : “De punten 4° en 5°, eerste lid van artikel 3 bevestigen dat in de reglementering voorafgaand aan de huidige hervorming, in geval van vermindering van prestaties (met de helft, een vierde, een vijfde,...), deze beperkingen verdeeld werden over verschillende jaren, pro rata de duur van de loopbaanonderbreking ten opzichte van een volledige loopbaanonderbreking. Zo kon een loopbaanonderbreking ten belope van 50 % gedurende 2 jaar verleend worden”.

²⁰ Voor verdere uitleg van argumentatie en repliek: zie Ombudsdienst Pensioenen, *Jaarverslag 2018*, Brussel, 2019, p. 45–52, www.ombudsmanpensioenen.be.

²¹ Beide artikels 34 § 1, N en O (enkel vanaf 50 jaar) zijn oorspronkelijk ingevoegd bij koninklijk besluit van 21 maart 1985. Artikel 34 § 1, N van het koninklijk besluit 21 december 1967 werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1997 (met uitwerking op 1 juli 1997: “ingeval van onderbreking van de loopbaan overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 maart 1996 (uitwerking vanaf 1 maart 1996) worden de bedoelde perioden van gelijkstelling gespreid over meerdere kalenderjaren en dit in verhouding tot de duur van de onderbreking van de beroepsloopbaan vergeleken met een voltijdse onderbreking”.

²² Artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot uitvoering van de artikelen 4, § 2, tweede lid, 7, § 1, tiende en elfde lid en 8, § 7, vierde lid van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers; beide artikelen voegen toe en/of vervangen de inhoud van de artikelen 34 § 1, N en O en § 2, 4 van het koninklijk besluit van 21 december 1967.

²³ *Parl. St. Kamer*, 7 april 2020, DOC. 55 1432/002, *Voorstel van interpretatieve wet van artikel 34, § 1, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers*, Advies van de Raad van State nr. 68924/1 van 30 maart 2021, p. 5 en 6.



ADVIES BIJ DE SAMENGEVOEGDE WETSVORSTELLEN BETREFFENDE RUST- EN OVERLEVINGSPENSIOEN
VOOR DEELTIJDSE WERKNEMERS (DOC 55 0119/001 EN DOC 55 1432/001) / 7

de bestaande rechtspraak blijkt. De minister heeft de FPD om een budgettaire en juridische analyse verzocht; deze zal aan de parlementaire commissie worden bezorgd²⁴.

3. Conclusie

Gelet op het gebrek aan de nodige data van de FPD kan het Rekenhof geen ramingen maken van de meeruitgaven die de goedkeuring van wetsvoorstellen 55 0119/001 en 55 1432/001 als gevolg zouden hebben. De FPD deelde eind mei 2021 aan het Rekenhof mee dat in het kader van de pensioenhervorming momenteel voorrang wordt gegeven aan de opdrachten op verzoek van hun voorgedijminister, waaronder de analyse van het interpretatief wetsvoorstel 55 1432/001. De FPD zal dus op verzoek van de minister de Kamer inlichten m.b.t. hun standpunt t.a.v. het wetsvoorstel 55 1432/001 (cf. zie hierboven punt 2: interpretatief wetsvoorstel: opstellen van budgettaire en juridische analyse op vraag van de minister van Pensioenen)

²⁴ Vr. en Antw. Kamer, 2 juni 2021, QRVA 55 498, Vraag nr. 19 van mevrouw Anja Vanrobaeys van 2 juni 2021 (N.) aan de minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie, p. 21–22, www.dekamer.be.